

Cem'In'Eu, la « start-up industrielle » qui s'attaque au marché du ciment

- La société nantaise va lever au total et en trois fois 55 millions d'euros d'ici à la fin de l'année pour développer un réseau de cimenteries et a lancé sa première unité de broyage d'un nouveau type dans le Sud-Ouest.
- Défiant les grands du secteur, elle planifie cinq autres unités en France et à l'international.

Emmanuel Guimard
@EmmanuelGuimard
—Correspondant à Nantes

Cem'In'Eu tient son plan de marche dans le défi qu'il lance aux grands du ciment. Cette jeune entreprise de Saint-Nazaire, qui se qualifie de « start-up industrielle », s'apprête à lever 55 millions d'euros afin de poursuivre l'implantation d'un réseau de cimenteries d'un nouveau type. Une première levée de fonds de 40 millions, effectuée en 2017, a permis d'installer un premier site à Tonneins, dans le Lot-et-Garonne. Elle a également établi, sur le port de Sète, une base d'importation de clinker, matière première du ciment faite de calcaire et d'argile.

Fondé en 2014 par d'anciens dirigeants de l'industrie cimentière, Cem'In'Eu a développé un concept de petites cimenteries compactes, standardisées et potentiellement démontables, à l'intérieur des terres au plus près de bassins écono-

miques régionaux. A la différence des grandes cimenteries portuaires, l'entreprise ne fabrique pas le clinker. Elle l'importe, notamment de Turquie, et se réserve la partie suivante du process : le mélange du clinker et du gypse, puis le broyage et le conditionnement, notamment dans des sacs à poignée en plastique recyclable.

Rayon de 200 kilomètres

Chaque unité génère en moyenne 30 emplois pour un chiffre d'affaires proche de 30 millions d'euros pour une capacité annuelle d'environ 250.000 tonnes. Chaque site sera embranché rail ou accessible par voie d'eau et desservira un secteur sur un rayon de 200 kilomètres. Sur chaque territoire, l'ambition est de capter « 8 % de part de marché et ainsi offrir une alternative sur un secteur oligopolistique », soutient Vincent Lefebvre, cofondateur de l'entreprise et lui-même ancien dirigeant d'Holcim en France et en Espagne.

La production du site Aliénor Ciments, l'unité de Tonneins, a démarré en juillet dernier. La prochaine unité sera construite à Portes-lès-Valence, dans la Drôme, où les travaux vont démarrer cet été pour un lancement de la produc-

Cem'In'Eu développe de petites cimenteries compactes et potentiellement démontables, à l'intérieur des terres au plus près de bassins économiques régionaux.

tion un an plus tard. Suivra le projet de Montreuil-Bellay, dans le Maine-et-Loire, plus gros, puisqu'il disposera, à terme, de deux broyeurs pour une capacité de 500.000 tonnes, destiné au Grand Ouest et à

l'Ile-de-France. Ce site, d'un coût de 35 millions d'euros, emploiera 50 personnes.

Les travaux doivent démarrer en septembre 2019 pour une mise en production en février 2021. Fait rare pour ce type d'installation, le groupe n'a pas connu d'opposition dure. Vincent Lefebvre décrit un travail mené avec les associations dont la LPO et Défense Anjou, impliquant des mesures compensatoires dont le rachat de terres sanctuarisées destinées à demeurer en « steppes sauvages ». Un travail a aussi été accompli pour réduire l'emprise au sol de la cimenterie.

Marché suisse

Dans le même temps, l'entreprise avance à l'international. Un site est prévu à Ottmarsheim, dans le Haut-Rhin, pour le marché suisse. « Nous aurons tous les permis en septembre pour démarrer sa construction en fin d'année », précise Vincent Lefebvre. Le même proces-

sus d'autorisation administrative est enclenché sur le port en eaux profondes de Gdynia, en Pologne. Il devrait également être bouclé en septembre. Un autre projet prend forme sur la Tamise, pour approvisionner Londres et le sud-est de l'Angleterre. Contrairement aux unités françaises, Cem'In'Eu entend se développer à l'international par le biais de joint-ventures avec des acteurs nationaux.

Comme pour la première levée de fonds, ce nouveau financement est arrangé par Pergam, spécialiste de la gestion de portefeuille et du private equity, œuvrant pour le compte de family offices, d'entrepreneurs indépendants et d'investisseurs. L'opération, qui inclura cette fois des investisseurs étrangers, s'effectuera en trois phases, cette année, avec un premier closing de 20 millions d'euros la fin du mois. A cela s'ajoutera un financement bancaire qui couvrira 40 % de l'investissement de la prochaine unité de Portes-lès-Valence. ■

ANALYSE

Peu de place pour les outsiders

En innovant, notamment sur le caractère énergivore de cette industrie, Cem'In'Eu et HGCT tentent de grignoter une part d'un marché cimentier souvent qualifié d'oligopolistique.

Il faut beaucoup d'audace aux nouveaux entrants pour s'attaquer à une production cimentière souvent qualifiée d'oligopolistique. Ce secteur industriel est dominé dans l'Hexagone par cinq acteurs : LafargeHolcim, leader du secteur, Calcia-HeidelbergCement Group, Imerys Aluminates, Eqiom Groupe CRH et Vicat. Ils se partagent l'essentiel du marché national, qui s'élevait à 18,6 millions de tonnes l'an dernier, en hausse de 2,5 %, pour un chiffre d'affaires de 2,1 milliards d'euros, selon le Syndicat français de l'industrie cimentière.

L'ampleur des investissements initiaux et la nécessité de disposer d'une taille critique font de cette activité l'une des plus capitalistiques de l'industrie. L'Hexagone compte une quarantaine de sites industriels, générant quelque 5.000 emplois directs. A cela s'ajoutent 67.000 emplois liés à la filière, dans le béton prêt à l'emploi, notamment.

Ces nouveaux venus veulent exister en se différenciant sur les défis qui se posent à cette industrie, la consommation énergétique et l'économie circulaire.

Face à ces groupes, les nouveaux venus, tels Cem'In'Eu et HGCT, affichent des ambitions limitées mais aussi la volonté d'offrir une alternative. Cem'In'Eu prévoit la création de six usines en Europe, d'un format de 250.000 tonnes pour la plupart. Pas de quoi faire trembler les majors du secteur. Cette « start-up industrielle » estime pourtant pouvoir glaner 8 % de part de marché là où elle s'implante. Quant à HGCT, il en est encore seulement au stade de l'usine pilote de 50.000 tonnes, sa nouvelle levée de fonds devant, si tout se déroule comme prévu, lui permettre de passer au stade industriel. Mais, à leur façon, ces deux outsiders veulent exister en se différenciant sur les défis qui se posent à cette industrie, dont celui de la consommation énergétique et de l'économie circulaire, l'industrie du ciment étant créditée de 5 % des émissions de CO₂ rejetées dans l'atmosphère.

D'autres dissidences se font jour, à l'instar de l'irlandais Ecocem, qui a inauguré en 2018 une usine de substitut du ciment à Dunkerque, dont la matière première est un résidu des fontes d'acier du haut-fourneau voisin d'ArcelorMittal. Les grands du secteur ne restent pas les bras croisés. Le CementLAB, lancé l'an dernier par la filière, est l'une des voies pour capter l'innovation utile germinant au sein des start-up.

— E. Gui.



Sur chaque territoire, l'ambition de Cem'In'Eu est de capter « 8 % de part de marché et ainsi offrir une alternative sur un secteur oligopolistique », soutient Vincent Lefebvre, cofondateur de l'entreprise. Photo Cem'In'Eu

HGCT va industrialiser un ciment « bas carbone et zéro clinker »

La PME vendéenne a investi 10 millions d'euros dans une usine pilote produisant un ciment sans clinker. Un nouvel apport de 15 millions doit lui permettre de changer d'échelle.

Il y a le ciment gris, dit Portland, et, désormais, ceux de la PME vendéenne Hoffmann Green Cement Technologies (HGCT), qui vient de lever 15 millions d'euros pour accompagner la montée en puissance de ce produit innovant. Le ciment classique est à base de clinker issu de la cuisson de calcaire et

d'argile. Ceux d'HGCT sont issus de nouvelles technologies sans cuisson, sans clinker, et dès lors « décarbonés ».

Les technologies mises en œuvre sont basées sur les concepts de géopolymères et de l'activation alcaline. Le principe est de reconstituer des particules de manière moléculaire via des liaisons covalentes et non cristallines, comme c'est le cas pour le Portland. « Nous avons exploré la voie alcaline, par réaction de la matière par opposition à la voie cristalline du ciment traditionnel », résume Julien Blanchard, cofondateur de la société avec le chimiste

David Hoffmann, spécialiste de l'inertage des déchets, à l'origine de cette innovation.

Cette technologie permet de valoriser des coproduits tels des boues d'argile issues de carrières de granulats, des laitiers de hauts-fourneaux, du gypse... Si le principe était connu en laboratoire, il n'avait pas encore été porté au stade industriel. « Cette industrie n'a ainsi pas connu de telles évolutions depuis cent cinquante ans », estime Julien Blanchard. Fondée en 2014, cette entreprise de 15 personnes a déjà investi 10 millions d'euros dans un site pilote inauguré en novembre der-

nier à Bournezeau, en Vendée. Cette unité 4.0 ultra-automatisée, dispose d'une capacité de 50.000 tonnes, volume encore confidentiel au regard des quelque 18 millions de tonnes de ciment coulées chaque année en France.

Chefs d'entreprise vendéens

La nouvelle levée de fonds a été réalisée auprès de chefs d'entreprise, vendéens pour la plupart. Elle vise à la création d'une usine permettant de changer d'échelle en termes de production. Les travaux doivent commencer début 2020 pour une

mise en service au second semestre de 2021.

Car HGCT a déjà des clients, tels LG Béton, Soriba, Chavigny, Betonnic. Le ciment Hoffman est déjà utilisé en production sur des blocs béton, bordures, prédalles, prémurs... Un escalier fait de ciment Hoffmann a été livré à Unibail-Rodamco Westfield sur le projet des Ateliers Gaîté Montparnasse. Julien Blanchard estime que sur un immeuble, l'emploi du ciment vendéen représente un surcoût de 3 %, mais cette différence devrait s'atténuer avec le quota carbone, en vigueur à partir de 2020. — E. Gui.